

C5. Importance de la population active agricole en 2013

Source : FAOSTAT 2015

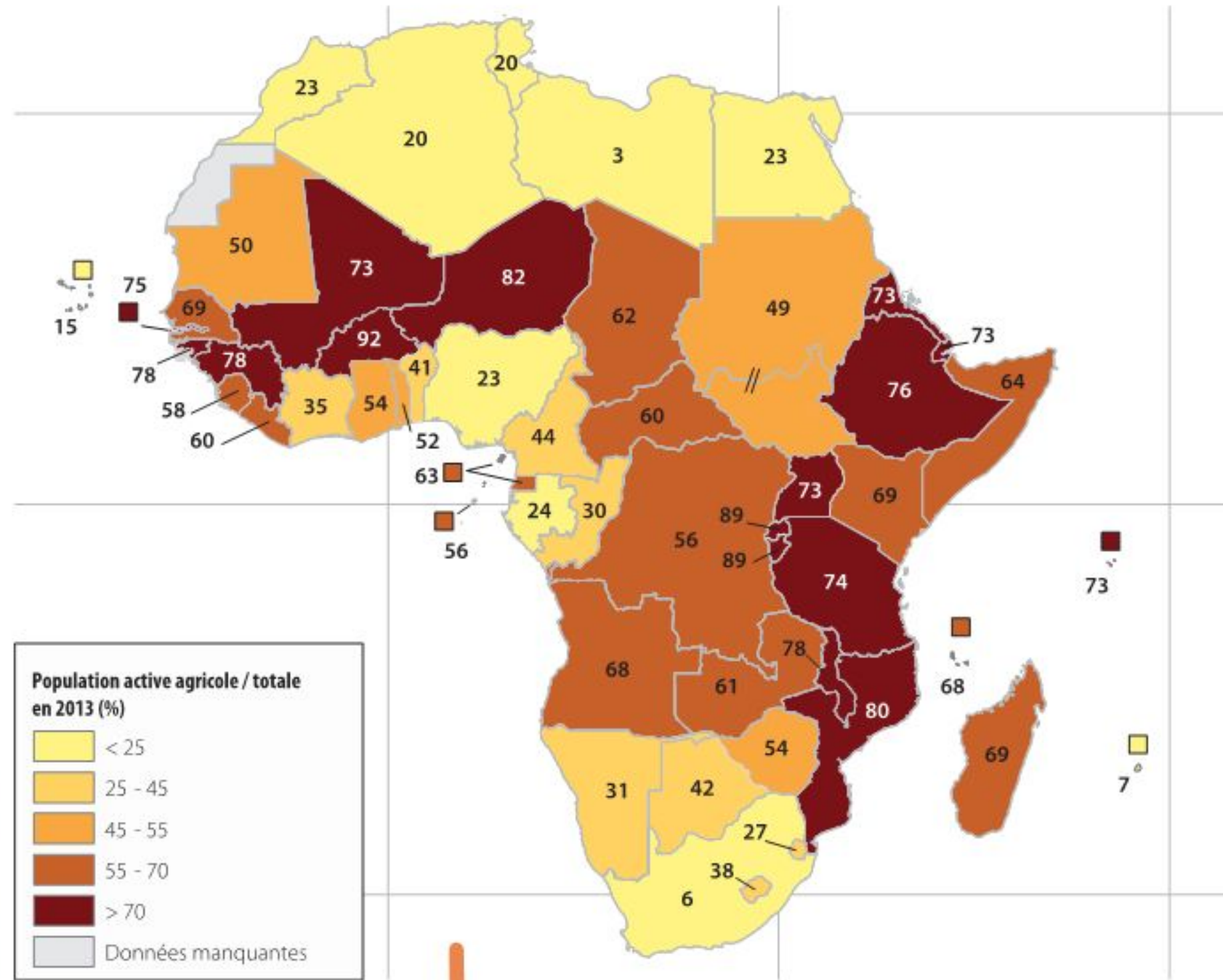
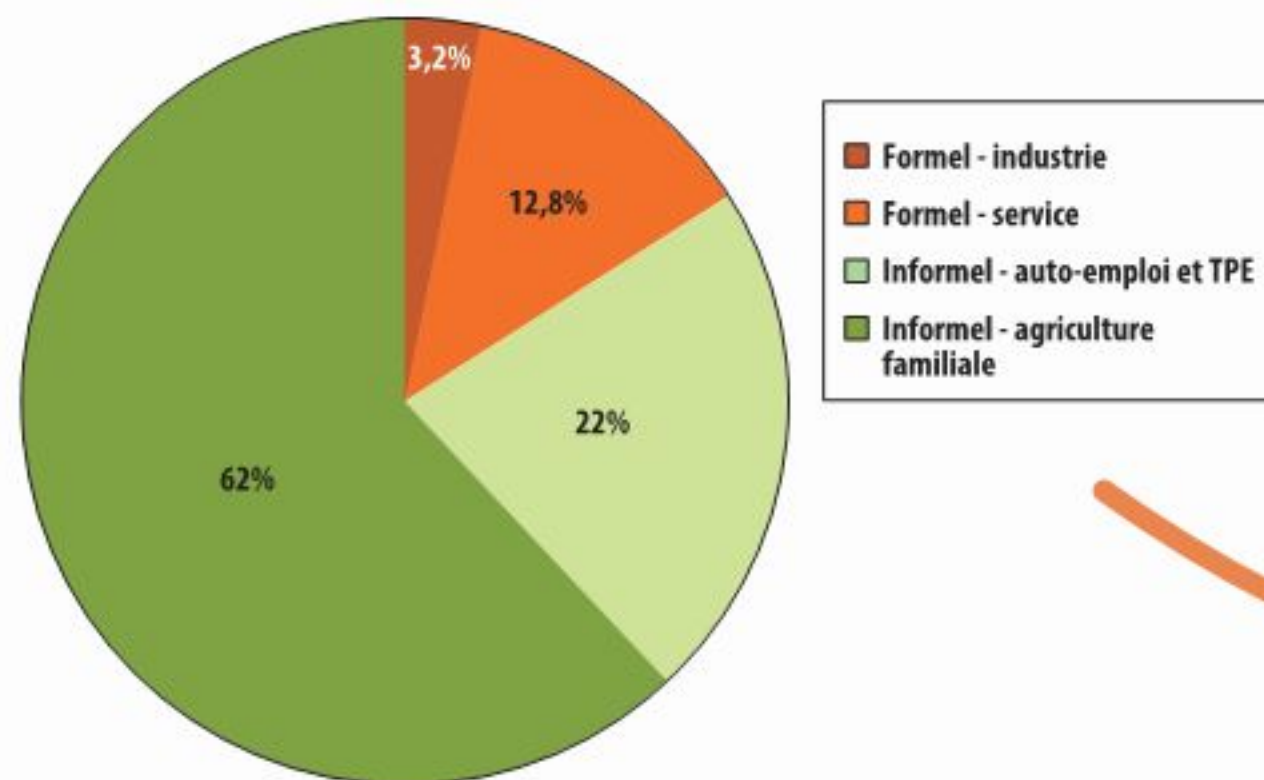


Fig. 3. Structure de l'emploi en Afrique subsaharienne en 2014

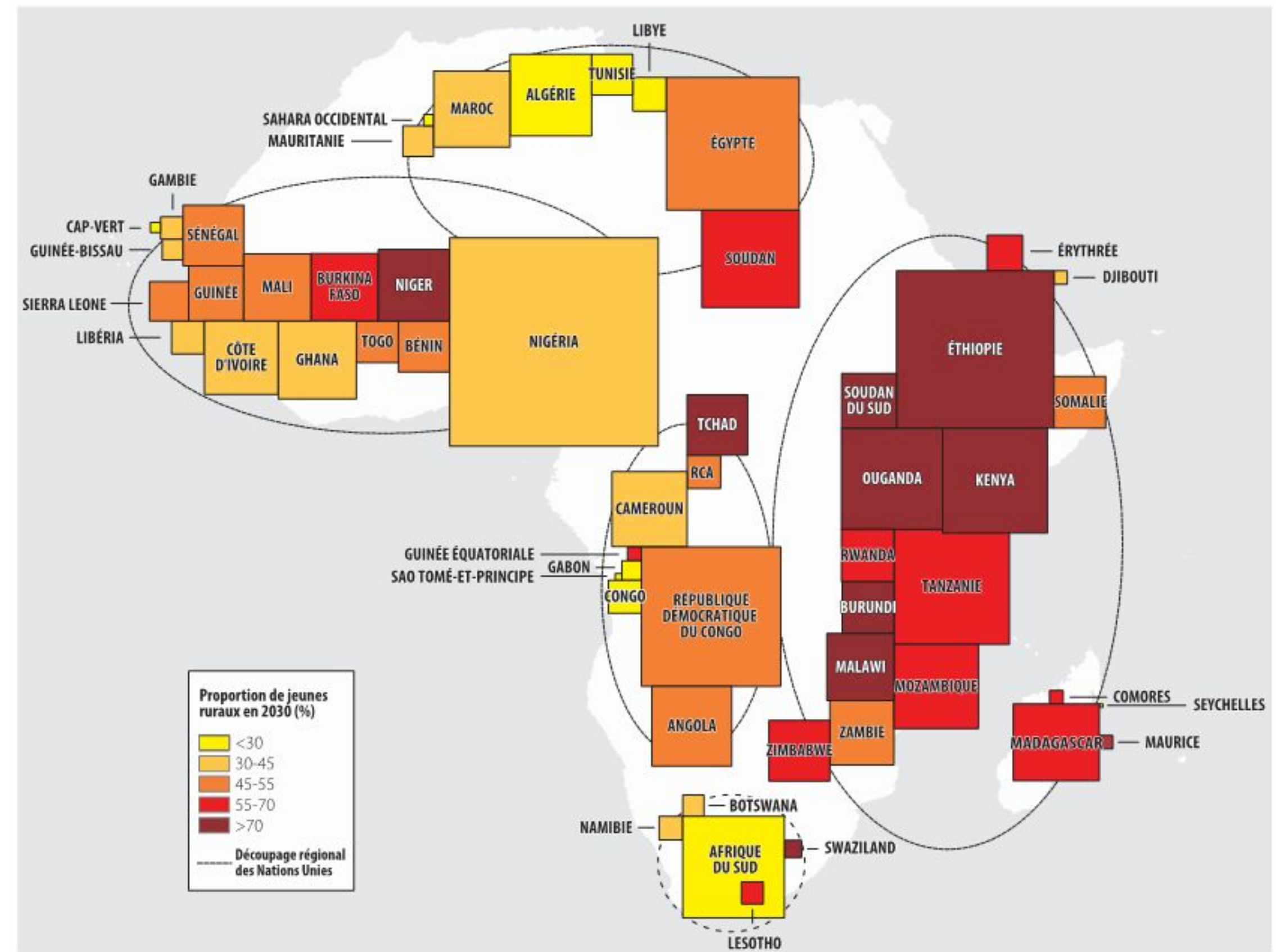
Source : Filmer et Fox, 2014



C6. Nombre de jeunes arrivant sur le marché du travail entre 2015 et 2030

(Représentation proportionnelle au nombre de nouveaux actifs)

Source : WPP 1015, WUP 2014 (voir note page 69)



L'EMPLOI DES JEUNES : UN DÉFI POUR L'ENSEMBLE DU CONTINENT

La croissance et la jeunesse de la population active représentent un atout considérable pour le développement de l'Afrique. Mais il s'agit aussi d'un défi majeur car l'arrivée massive des jeunes sur des marchés du travail très peu structurés est porteuse de fortes tensions. Ce défi impose des politiques publiques volontaristes ciblant la formation et l'appui aux secteurs à fort contenu en main-d'œuvre.

• Vers le dividende démographique africain

Une des conséquences principales de la transition démographique en cours – à la fois la croissance de la population et l'évolution de sa structure d'âge – est la poussée spectaculaire de la population active (les 15-64 ans). Selon les prévisions des Nations Unies, d'ici 2050, celle-ci augmentera de 875 millions et représentera près de 70% de la croissance de la force de travail mondiale. Dans la même période, le nombre d'actifs diminuera en Europe (-90 millions) et surtout en Chine (-215 millions).

Cette croissance en valeur absolue va s'accompagner d'une amélioration du ratio entre la population active et inactive. Avec un actif pour un inactif dans les années 1980 et 1990, au plus fort de l'ajustement structurel (alors que la Chine avait deux actifs pour un inactif), l'Afrique a été durement handicapée dans ses possibilités d'épargne, d'investissement et de consommation. La charge des inactifs liée à une fécondité élevée a obéré le développement des capacités productives, la croissance des revenus et l'amélioration des conditions de vie.

Le continent va ainsi être en mesure de "toucher" progressivement son dividende démographique – le moment unique dans la dynamique des populations où le nombre d'actifs et d'inactifs est respectivement le plus haut et le plus bas – puisque le ratio devrait se situer à 1,6 en 2050 pour atteindre un plateau à 1,8 autour des années 2070. Ce dividende sera cependant moins important qu'en Asie de l'Est (la Chine a aujourd'hui un ratio de 2,5) du fait du maintien d'une fécondité relativement forte et de l'allongement de la durée de vie.

Mais ce dividende ne sera effectif que si les conditions économiques offrent la possibilité d'utiliser à plein cette force de travail supplémentaire. En l'absence d'opportunités d'emplois, cette poussée de la population active pourrait vite s'avérer un fardeau générateur de tensions sociales et politiques. Les « printemps arabes » sont là pour rappeler les risques d'une jeunesse sans perspectives.

• Les jeunes, au cœur du défi de l'emploi

L'ampleur de la demande d'emploi des jeunes révèle bien l'ampleur du phénomène. Aujourd'hui, au niveau de l'ensemble du continent, ce sont plus de 20 millions de jeunes (entre 15 et 24 ans) qui sont à la recherche d'un premier emploi ou d'une activité pourvoyeuse de revenus. Cette cohorte annuelle va augmenter rapidement pour atteindre 33 millions en 2030. A cet horizon de 15 ans, il ne s'agit pas d'une projection : ces futurs actifs sont déjà nés.

D'ici 2030, ce sont au total 440 millions de jeunes hommes et femmes qui devront

trouver une activité pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. C'est l'équivalent de la population actuelle des Etats-Unis et du Mexique. La répartition de ces jeunes actifs entre les pays du continent traduit bien sûr les différences de taille et de structure d'âge de la population et c'est l'économie du Nigéria qui devra absorber les plus gros effectifs (70 millions), suivie par l'Ethiopie, la RDC et l'Egypte.

• Quelles opportunités d'emploi pour les jeunes ?

Les capacités d'absorption de la main-d'œuvre sont dépendantes de la structure d'activité des économies, des ressources disponibles, du capital physique et humain et des dynamiques de croissance. Aujourd'hui, le continent reste marqué par l'importance de l'activité agricole. Les exceptions sont l'Afrique du Nord, les pays pétroliers du golfe de Guinée et l'Afrique du Sud. Les activités informelles – c'est à dire non réglementées et non déclarées fiscalement – dominant et se concentrent dans l'agriculture familiale et les très petites entreprises du secteur artisanal, du commerce et du bâtiment. Les emplois dans les services formels et l'industrie ont le plus souvent la part congrue. En conséquence, les emplois sont peu rémunérés et n'offrent pas ou peu de protection sociale.

Pour absorber leurs cohortes de jeunes, les économies africaines vont devoir se diversifier et développer des secteurs pourvoyeurs d'emploi. Cette évolution implique des politiques publiques adaptées portant tout d'abord sur la formation, qui doit être professionnalisante et répondre aux besoins, et ensuite sur le développement d'infrastructures et de services (communications, transports, énergie, secteur financier) facilitant l'investissement et l'émergence d'activités nouvelles.

Le continent, et en particulier l'Afrique subsaharienne, ont des capacités de croissance

considérables liées tout d'abord à cette force de travail en plein essor et ensuite à l'ampleur des ressources physiques encore disponibles dont la mise en valeur devra être attentive à des choix techniques favorables à l'emploi, c'est à dire privilégiant la main d'œuvre au capital (mécanisation, automatisation) tout en s'assurant de conditions du travail décentes (pénibilité, rémunération, protection). Ces atouts vont pouvoir être mobilisés pour répondre à la demande de l'économie mondiale mais surtout à celle d'un marché intérieur en pleine expansion, qui comptera 1,3 milliard d'habitants supplémentaires en 2050.

Toutefois, si les économies africaines ont amorcé une diversification, il est certain que la structure d'activité ne va pas changer radicalement dans le court et moyen terme et les secteurs industriels et des services à haute valeur ajoutée ne vont pas offrir les centaines de millions d'emploi attendus à l'horizon 2030. Les activités agricoles et les très petites entreprises devront nécessairement jouer un rôle central et les pouvoirs publics doivent être attentifs à leur potentiel de développement, de modernisation et d'innovation. Celui-ci dépend de politiques adaptées en matière de crédit, d'information, d'appui technique mais aussi de sécurisation de l'environnement économique et institutionnel. Il implique aussi une amélioration des conditions de travail et du statut des jeunes travailleurs dont le déficit contribue au désintérêt des jeunes pour ce type d'activités, particulièrement en milieu rural. Il nécessite enfin une revalorisation de l'agriculture et des métiers de l'artisanat dans les médias, à l'école et par la classe politique, qui sont des conditions indispensables à la réponse au défi de l'emploi des jeunes.

Bruno Losch